

<https://ricochets.cc/Police-et-systeme-policier-l-impossible-reforme-La-loi-Securite-globale-n-est-qu-un-bout-du-sommet.html>



Police et système policier : l'impossible réforme - La loi Sécurité globale n'est qu'un bout du sommet de l'iceberg

- Les Articles -

Publication date: mardi 8 décembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

► [Mobilisations contre les « violences policières » : Autant en emporte le vent réformiste](#)

Gwenola Ricordeau est professeure de criminologie à l'université d'État de Californie (Chico). Elle travaille notamment sur le mouvement pour l'abolition de la police qui anime les rues et le débat public américain depuis la mort de George Floyd. Faut-il « couper les crédits » de la police [Defund the police], la « refonder » comme certains y appellent par chez nous ou plus simplement l'abolir ? Ces quelques réflexions depuis les États-Unis ne manqueront pas d'enrichir le débat français.

► Extraits :

À force de les écouter, les indignés et les stupéfaits, ceux qui sont émus et ceux qui consternés, on connaît la chanson. Son fameux refrain « Ils-ne-sont-pas-tous-pareils », mais aussi ses trois couplets.

(...)

Si on ne veut pas de leurs réformes (le seul lot de consolation que toute cette foire peut nous offrir), il faut couper les trois têtes du dragon réformiste qui souffle le chaud et le froid sur les mobilisations actuelles. La première tête dit « La police avec nous », comme si la police n'avait pas toujours été contre nous. La deuxième tête dit « Il faut refonder la police », comme si une « autre police » était possible dans une « autre démocratie » et dans un « autre capitalisme »... Et la troisième tête débite tout un tas de revendications qui ne visent qu'à servir ses intérêts (négociations, retrait de l'article 24, etc.) et à saper nos aspirations.

Si on ne veut pas que tout soit déjà écrit, on ne peut laisser faire ces débats convenus où chacun joue sa partition et use des mêmes arguments éculés. On ne peut se contenter que les politiques formulent de vagues promesses avant que ne commence une autre séquence politico-médiatique.

Si on ne veut pas que tout soit déjà écrit, il faut imposer les termes du débat. Plutôt que de dire que la police fonctionne mal, disons au contraire qu'elle fonctionne admirablement au regard de ce qui est attendu d'elle : protéger l'État, le système capitaliste, le racisme structurel et le patriarcat. Plutôt que des seules « violences policières », parlons de tous les « crimes d'État »

Sur ce sujet, voir mon interview par Secours Rouge...
et disons franchement que ce qui nous occupe, ce sont toutes les nuisances qu'entraîne l'existence de la police.

(...)

Première question : Par qui sommes-nous protégés et par qui voulons-nous être protégés ? Pas par la police - ni hier, ni aujourd'hui, ni demain. Pas non plus par « une photo », « les médias » ou « la Justice »... C'est ce que dit parfaitement le slogan qui résonne dans les manifestations états-uniennes : « Who keep us safe ? We keep us safe ! » [Qui nous protège ? Nous nous protégeons !]

Deuxième question : Que voulons-nous ? Une société sans police. Formuler clairement notre projet d'abolir la police permet d'énoncer nettement que nous ne lutons pas « contre les violences policières », mais bien « contre la police ».

Troisième question : Quelle est notre cible ? L'État. Il faut tracer une ligne entre nous et ceux et celles qui travaillent à son sauvetage et entretiennent le mythe d'un État qui protège, qui mentent sur sa fonction réelle dans une société capitaliste et raciste.

(...)

Pour faire face à notre camp, les réformistes usent de deux armes : la « dissociation » et l'électorisme. En France, ils accusent les « casseurs » de « décrédibiliser le mouvement » ou de le « détourner », comme ici ils ont reproché aux « looters » [pilleurs] de desservir Black Lives Matter. Ici, la virulence de Joe Biden à l'égard des « pilleurs » n'a pas été une surprise, mais il aurait dû être un signal pour ceux et celles qui nourrissaient des illusions sur ses positions en matière de police en raison des promesses qu'il a concédées au cours de sa chasse aux électeurs. La sortie récente de Barack Obama « (Polémique. 'Defund the police', un slogan qui a nui...), au cours de laquelle il a réduit « Defund the Police » à un slogan et l'a accusé d'avoir fait perdre des voix aux démocrates, est un rappel bienvenu des déconvenues auxquelles s'exposent ceux et celles qui se laissent aveugler par les tactiques électoralistes.

(...)

Je vous écris, car si j'ai des raisons d'espérer, c'est que Black Lives Matter a nettement fait perdre du terrain à l'innocentisme - à cette idée que seules les victimes « innocentes » mériteraient notre solidarité et que certaines victimes vaudraient plus que d'autres. Mon espoir, c'est celui d'un front avec toutes les victimes. Celles qui ont un casier long comme un jour sans pain, celles qui n'auraient jamais dû être là, celles qui n'ont pas obéi aux ordres. Celles qui n'ont pas de témoins et aucune preuve de ce qu'elles ont subi. Les victimes des crimes policiers et les victimes des crimes pénitentiaires. Car les « violences policières », ce n'est qu'une partie de la violence de l'État. Et on est du côté des victimes de l'État ou on est de l'autre côté.

(...)

Je vous écris d'un pays qui a pensé qu'il suffisait d'ouvrir les yeux pour voir. Et puis qu'il suffirait de montrer l'infâme pour susciter l'indignation et le scandale. Et que par sa seule existence, le spectacle du scandale ferait cesser l'infâme.

Ce que je sais de l'infâme, c'est que les larmes des blanc-hes et les réformes n'y changeront rien.

Ce que je sais, c'est que c'est pied à pied qu'il faut lutter contre la police. Que c'est ainsi qu'on la fait reculer, car elle ne recule que quand nous avançons. Car elle ne recule que quand nous attaquons.

Autant en emporte le vent réformiste. Les mauvais jours finiront.



Police et système policier : l'impossible réforme - La loi Sécurité globale n'est qu'un bout du sommet de l'iceberg Il ne peut y avoir de bonne police, du fait de son essence et de ce qu'elle sert

REMARQUES PERSOS

En réalité, le système policier fonctionne très bien, il remplit son rôle, il n'y a pas de bavures ou de dérives, les violences policières ne sont qu'une des modalités standards des violences d'Etat et des violences qui découlent

inéluctablement du capitalisme.

le système policier fonctionne très bien, il remplit son rôle

La police, le système policier, c'est comme l'Etat le capitalisme, le racisme ou le patriarcat, c'est néfaste par essence et irréformable. Ça fait partie d'un tout à réduire au maximum, à éteindre et abolir. Tout en construisant des sociétés qui n'appellent pas de telles structures de domination et d'oppression.

Sur ce sujet de la police comme sur les autres (l'Etat et le capitalisme), la plupart des courants de gauche restent réformistes, s'illusionnent dans des améliorations plus ou moins progressives et préfèrent rester au chaud dans le cadre du système existant.

Mais peut-on améliorer et réformer des chaînes ?

Mais peut-on, veut-on, améliorer et réformer des chaînes ? Les repeindre ou les allonger ne change pas la nature et la fonction de la chaîne.

Les briser, les arracher et s'arranger pour que d'autres chaînes ne reviennent pas est la seule option raisonnable, quitte à passer par des étapes : une destruction partielle, une destruction de chaînes pour une partie des gens ou dans certaines situations...

Abolir la police implique, pour que ça fonctionne et que ce soit tenable, d'en finir avec la civilisation industrielle et sa culture.

N'oublions pas que si on ne démolit pas ces structures néfastes, ou au moins si on ne les affaiblit pas fortement, si elles sont juste égratignées, alors elles reviennent, elles se vengent, elles remettent des couches de répression, de brutalité et de contrôle.

► Voir aussi :

[Gazer, mutiler, soumettre - Politique de l'arme non létale](#) - Paul Rocher Manifeste aujourd'hui en France expose à la violence des armes dites non létales. Paul Rocher montre que ce recours massif à une technologie supposée garantir un maintien de l'ordre plus humain, est la marque d'un étatsisme autoritaire de plus en plus intolérant à toute contestation dans une période de recul social majeur. Il ne cherche pas seulement à susciter une indignation morale contre les violences policières mais à « dégager les mécanismes qui génèrent l'escalade de violence étatique à laquelle nous assistons ».

► **GAZER, MUTILER, SOUMETTRE** - Politique de l'arme non létale, de Paul Rocher

202 pages - 13 euros

(...)

De la même façon, Paul Rocher explore le « savoir d'autodéfense populaire » généré et transmis de manifestation en manifestation : port de lunettes et de masques de plongée, foulards imbibés de citron ou de menthe, street medics, masques à gaz et casques, cortèges de tête. Contrariées, l'IGPN et l'IGGN ont regretté dans un rapport commun que ces mesures puissent « atténuer, voire annihiler, les effets » des armes non létales ! La politisation des blessés constitue également un mécanisme d'autodéfense, ainsi qu'un puissant levier pour affirmer le rejet de politiques menées. Dans ce domaine, le répertoire d'action vient des quartiers populaires qui ont permis non seulement de parler des violences policières, souvent niées ou considérées comme le résultat d'actes individuels, mais surtout de prendre en compte leurs causes structurelles. « Seul un front large contre les violences policières et pour le désarmement des forces de l'ordre pourra permettre aux masses populaires de s'exprimer à nouveau dans la rue, librement et sans crainte. »

(...)

Si la théorie du flic dans la tête est diamétralement opposée à celle du flic omniprésent, Paul Rocher y voit les deux faces d'une même médaille, reprenant le concept d'hégémonie politique d'Antonio Gramsci. « Loin de la vision partielle de l'État comme monopole de la violence légitime, Gramsci considère que "l'État est l'ensemble des activités pratiques et théoriques grâce auxquelles la classe dirigeante non seulement justifie et maintient sa domination mais réussit à obtenir le consensus actif des gouvernés". »

(...)

« L'étatisme autoritaire se caractérise par le déclin de l'importance du parlement, le renforcement du pouvoir exécutif et une politisation accrue de l'administration. » Les besoins populaires ne sont plus pris en compte, les libertés politiques sont réduites et la police, avec son arsenal non légal, forment « le premier rempart de l'hégémonie néolibérale », défendant féroce l'ordre établi alors qu'il devient impossible à l'État d'obtenir le consentement des masses. Cette radicalisation de l'État s'accompagne d'une criminalisation du militantisme., en recourant à « l'arsenal juridique antiterroriste qui repose sur la culpabilité par association et l'inversion de la charge de la preuve ». « Les armes non létales s'inscrivent dans le continuum d'un ensemble de pratiques, de mesures et de discours qui cherchent à réaliser le fantasme d'une hégémonie néolibérale incontestée : rendre impossible l'expression dans la rue d'une opposition populaire. Corollaire de la suspension de procédures de la démocratie libérale, elles forment la cuirasse de l'étatisme autoritaire. »

(...)

« L'absence de violence dans la société moderne n'est rien d'autre que le transfert de la violence à l'État afin de permettre la maximisation des échanges de marchandises. Cette absence a pour contrepartie la menace permanente de violence contre tous ceux qui se trouvent opposés à la reproduction du mode de production capitaliste. » Aussi, « tout appel aux manifestants à dénoncer la violence issue du mouvement social est indécent. Cette nécessité naît parce que le capitalisme ne vise pas la satisfaction des besoins humains mais la généralisation de profit. » « Revendiquer la fin de la violence signifie donc mettre fin aux rapports sociaux qui génèrent constamment l'impératif de recourir à la violence. »

Loin d'être une simple étude des armes dite non létales utilisées par la police, cet ouvrage permet de comprendre pourquoi et comment cette violence dite légitime est inhérente au projet politique qu'elle défend. À lire absolument pour comprendre précisément ce que nous devons dénoncer, ce que nous devons combattre et ne pas naïvement nous satisfaire du retrait (hypothétique) d'une loi ou même d'un article.

PS:

► *Quelques liens pris sur Ricochets et ailleurs sur ce sujet de l'abolition de la police :*

- <https://ricochets.cc/Abolir-dissoudre-les-systemes-policiers-une-necessite-vitale.html>
- <https://lundi.am/Manifeste-pour-la-suppression-generale>
- <https://ricochets.cc/Reflexions-sur-l-abolition-de-la-police-l-insecurite-l-auto-defense-populaire.html>
- <https://ricochets.cc/Definancer-abolir-dissoudre-la-police-une-urgence-vitale.html>
- <https://ricochets.cc/Un-futur-sans-police-Vers-l-abolition-des-forces-de-l-ordre-social-PODCAST.html>
- <https://ricochets.cc/Hawzhin-Azeez-o-Abolition-de-la-police-et-autres-lecons-du-Rojava.html>